

LES VISIONNAIRES DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE



Lorsque l’on parle des visionnaires de la construction européenne, on se limite souvent aux pères fondateurs, mais on oublie que des femmes ont également joué un rôle essentiel et qu’elles ont fait de l’Union européenne ce qu’elle est aujourd’hui.



Crédit photo : Union européenne (2019) EP (1982) 198007_EP

SIMONE VEIL

Simone Veil est née en 1927 à Nice. Survivante de l’Holocauste, elle consacre sa vie à la recherche de la paix et de l’unité au sein de l’Europe. Après la guerre, elle étudie le droit, devient juge et occupe, pendant quelques années, différents postes clés dans l’appareil judiciaire. Ministre de la Santé de 1974 à 1979, elle s’engage fortement pour les droits des femmes : la loi qui rend l’avortement légal, en France, porte d’ailleurs son nom. En 1979, Simone Veil est élue députée européenne, puis, devient la première présidente du Parlement européen élu au suffrage universel direct, poste qu’elle occupe jusqu’en 1982. En 1993, elle revient à la politique nationale comme ministre des Affaires sociales jusqu’en 1995. Elle devient ensuite membre du Conseil constitutionnel puis elle est admise à l’Académie française.



« Aussi longtemps qu'on s'entend, qu'on partage, on vit ensemble. »

De son vivant comme à titre posthume, Simone Veil reçoit de nombreux honneurs : le prestigieux prix Charlemagne lui est décerné en 1981 afin de récompenser ses efforts en faveur de l’unification européenne. Décédée en 2017, elle entre au Panthéon, l’année suivante, avec son mari.



Crédit photo : Archives historiques de l'Union européenne (1940) HAEU, AS-210

URSULA HIRSCHMANN

Ursula Hirschmann est née en 1913 à Berlin. En 1932, elle adhère à l’organisation de jeunesse du parti social-démocrate afin de résister au pouvoir nazi qui s’installe. Après la prise de pouvoir d’Hitler, elle s’exile à Paris où elle fait la connaissance du socialiste et philosophe Eugenio Colorni. Ensemble, ils se rendent à Trieste et mènent diverses activités dans la résistance antifasciste contre Mussolini. Après son arrestation, avec d’autres codétenus, Colorni rédige en 1941 le « Manifeste de Ventotene » qui conclut que l’intégration européenne doit être une mesure de construction de la paix entre les peuples d’Europe. Elle réussit à diffuser le document publiquement. En 1943, Ursula Hirschmann fonde le « Mouvement fédéraliste européen » qui poursuit l’objectif de la création d’un « État fédéral européen », alternative aux idéologies politiques traditionnelles axées sur la nation. Connue aujourd’hui sous le nom d’ « Union des fédéralistes européens », la fondation continue à promouvoir l’idéal d’une Europe unie.

« Nous, les déracinés de l’Europe qui avons, comme le dit Brecht, ce roi des déracinés, traversé plus de frontières que nous n’avons changé de chaussures, n’avons également rien d’autre à perdre que nos chaînes dans une Europe unie et c’est pourquoi nous sommes fédéralistes. »



Après l’assassinat de son mari, elle se réfugie en Suisse et participe à l’organisation du premier Congrès fédéraliste international en 1945. Avec la création de l’organisation « Femmes pour l’Europe » en 1975, elle s’engage pour l’égalité des sexes. Ursula Hirschmann décède à Rome, en 1991.

LES VISIONNAIRES DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE



Crédit photo : www.sofiacorradi.eu

SOFIA CORRADI

Surnommée aujourd'hui « Mamma Erasmus », Sofia Corradi est née en Italie en 1934.

Son parcours académique commence par des études de droit à Rome, suivies d'une bourse à l'Université Columbia de New York (1957-1958). Toutefois, son diplôme américain n'est pas reconnu en Italie, ce qui l'oblige à refaire ses études. Au cours de sa carrière, elle s'engage activement dans l'enseignement supérieur et travaille comme conseillère scientifique pour l'Association des recteurs des universités italiennes. Cette position lui permet de faire connaître ses idées dans le milieu académique international.

Dès 1969, après plusieurs années d'engagement et de développement d'idées concrètes, Sofia Corradi imagine un projet visant à promouvoir les échanges et la mobilité des étudiants au-delà des frontières nationales. Le programme nommé Erasmus en hommage à Érasme de Rotterdam, un humaniste européen de la Renaissance, est connu pour son ouverture interculturelle.



« Une colère et une humiliation : voilà la genèse d'Erasmus. Je me suis promis qu'aucun autre étudiant n'aurait à subir une offense comme celle que j'avais subie. »



Crédit photo : Björn Roos (1982) Creative Commons BY-SA 3.0

MELINA MERCOURI

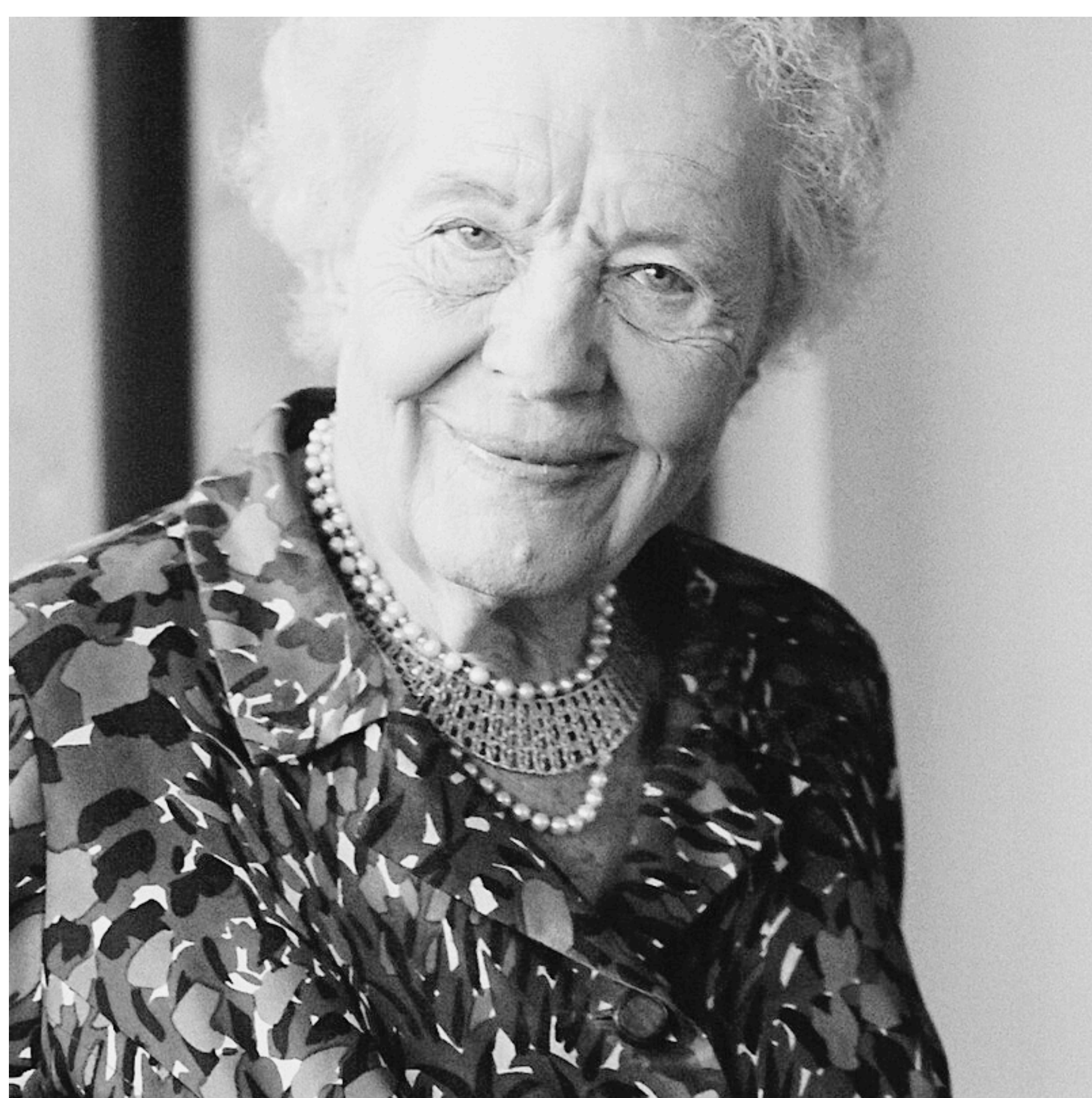
Melina Mercouri est née en 1920 à Athènes.

Passionnée par les arts, elle suit des cours d'art dramatique, travaille au Théâtre national grec, se produit à Paris et à New York et acquiert une notoriété internationale.

En exil, déchue de sa nationalité après le coup d'État et l'établissement de la junte militaire grecque en 1967, elle s'engage dans la résistance contre le régime. Avec la restauration de la démocratie en 1974, elle retourne en Grèce et contribue à l'établissement du Mouvement socialiste panhellénique. En 1977, elle est élue au parlement grec. Devenue ministre de la Culture, elle lutte pour la suppression des obstacles à l'accès à la culture. Melina Mercouri lance le concept des « Capitales européennes de la culture » qui met, chaque année, au moins deux villes européennes à l'honneur.

Au cours de son deuxième mandat, elle s'engage en faveur du dialogue culturel avec les pays d'Europe de l'Est. Ce dialogue entre ministres européens de la culture existe encore aujourd'hui. Elle décède en 1994.

« Je suis née Grecque et je mourrai Grecque.
M. Pattakos est né dictateur et mourra dictateur. »



Crédit photo : Union européenne (1980) 198007_EP

LOUISE WEISS

Louise Weiss est née en 1893 à Arras.

Malgré la désapprobation de son père, elle obtient tôt le droit d'enseigner les lettres. Pendant la Première Guerre mondiale, elle travaille comme infirmière de guerre en Bretagne.

Au cours de ses activités journalistiques d'après-guerre, elle noue des contacts avec de nombreuses personnalités politiques et s'engage en faveur de la paix et du rapprochement européen. En 1934, Louise Weiss fonde l'association « La Femme Nouvelle » qui se charge de la lutte pour le droit de vote des femmes. Malgré l'absence d'éligibilité, elle se présente symboliquement à plusieurs reprises à des postes politiques avant que le droit de vote des femmes ne soit introduit en 1944.

Active en politique après la Seconde Guerre mondiale, elle entreprend de nombreuses recherches sur la paix et les conflits.

En 1979, lors des premières élections européennes au suffrage universel direct, Louise Weiss entre au Parlement européen à l'âge de 86 ans.

« Les étoiles du destin et les chemins de l'écriture m'ont menée à cette tribune pour y vivre, Présidente d'un jour, un honneur dont je n'aurais jamais osé rêver. »



Doyenne de l'assemblée, elle prononce le discours d'ouverture de la première session constitutive, puis laisse sa place à Simone Veil, élue présidente du Parlement européen. Elle reste députée jusqu'à sa mort en 1983.

Afin d'honorer ses services rendus à l'Europe, le bâtiment principal du Parlement européen à Strasbourg porte aujourd'hui son nom.

LES VISIONNAIRES DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE



Credit photo : Collectie SPAARNESTAD PHOTO / Henk Blansjaar (1958) Creative Commons BY-SA 3.0 NL

MARGA KLOMPÉ

Margaretha (Marga) Klompé est née en 1912 aux Pays-Bas. Après des études, elle enseigne la chimie et la physique avant de décrocher un doctorat, puis se lance dans des études de médecine en 1942. Pendant la Seconde Guerre mondiale, elle rejoint la résistance contre l'occupant nazi. Après la guerre, Marga Klompé est élue au Parlement néerlandais en 1948. Elle participe également aux négociations de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, adoptée par les Nations Unies la même année. En 1952, elle est la première femme à rejoindre l'Assemblée commune de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. En 1956, elle est nommée la première femme ministre des Pays-Bas, en charge du Travail et des Affaires sociales, où elle introduit des réformes majeures, notamment la loi sur la protection sociale universelle. Son engagement pour une Europe unie et une justice sociale fait d'elle une figure marquante de la politique européenne et néerlandaise.

« Faites ce que vous pouvez, seul si nécessaire, mais de préférence ensemble. »



Credit photo : Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (années 1970) Creative Commons BY-SA 4.0

ÉLIANE VOGEL-POLSKY

Éliane Vogel-Polsky est née en 1926 en Belgique. Pendant l'occupation allemande, en raison des lois antijuives, elle est contrainte de fuir son lycée. Sous une fausse identité, elle poursuit ses études et trouve refuge auprès des Sœurs Bénédictines à Liège. Après la guerre, elle entame des études de droit à l'Université de Bruxelles. Dès ses années universitaires, elle s'engage pour l'émancipation des femmes, particulièrement au sein de la faculté de droit. Après son diplôme, elle poursuit ses études à l'institut de droit du travail. Cherchant toujours à lier les questions juridiques aux enjeux sociaux, elle est une voix importante pour l'égalité des sexes. La signature du Traité de Rome en 1957, qui préconise l'égalité de rémunération pour un travail égal, renforce son engagement pour l'égalité salariale entre hommes et femmes. Éliane Vogel-Polsky soutient aussi les mouvements sociaux de son époque, comme la grève des ouvrières de la FN Herstal en 1966. Grâce à ses actions, la Cour de justice de l'Union européenne reconnaît le principe d'égalité et de non-discrimination comme un droit fondamental de l'Union européenne. Eliane Vogel-Polsky reste, encore aujourd'hui, un symbole de justice sociale et d'égalité en Europe, souvent appelée « Mère de l'Europe sociale ».

« Il existe un véritable refus de la société d'intégrer les filles dans un processus d'éducation et de formation identiques à celui des garçons et de leur ouvrir les mêmes possibilités de choix professionnel. »



Credit photo : Vesa Lindqvist / Matti Hurme (2002) Creative Commons BY 2.5 DK

ANNA LINDH

Anna Lindh est née en 1957 en Suède. Dès son jeune âge, elle s'engage activement en politique en rejoignant la jeunesse sociale-démocrate à 12 ans. Elle obtient son premier mandat au Parlement en 1982. De 1991 à 1994, elle occupe le poste de conseillère municipale à Stockholm, puis devient ministre de l'Environnement jusqu'en 1998. Elle s'engage dans le combat contre les pratiques nuisibles des entreprises et contribue à l'adoption de législations européennes sur les produits chimiques dangereux et les pluies acides. En 1998, elle est nommée ministre des Affaires étrangères, poste qu'elle occupe encore en 2001, lors de la présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne, durant laquelle elle se distingue par sa défense de l'intégration européenne et son leadership. Au moment de la crise en Macédoine, elle parvient à rassembler l'Union européenne, évitant l'escalade du conflit. Son rôle clé dans la diplomatie européenne témoigne de sa profonde implication pour une Europe unie et pacifique.

« Les droits de l'homme sont plus que jamais loués - et plus que jamais violés. »



En 2003, elle s'oppose publiquement à l'invasion américaine en Irak. La même année, elle mène avec ferveur la campagne pour l'introduction de l'euro en Suède. Tristement assassinée avant le référendum, sa mort précipite un rejet de l'euro par la majorité des Suédois. Son héritage perdure à travers « La Fondation Anna Lindh » pour le dialogue interculturel et le « Prix Anna Lindh », qui récompensent ceux qui luttent pour les droits humains et l'unité européenne.